



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INRAE

Marchés publics – Maîtrise d'œuvre –
Titre III du Livre IV (ex. loi MOP) de la partie II
du code de la commande publique

ACTE D'ENGAGEMENT

MAITRE D'OUVRAGE : . INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAe)

OPERATION : Réalisation de l'incubateur du CIAG

MARCHE N°.....

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

Titre III du Livre IV (ex. loi MOP) de la partie II du code de la commande publique

ACTE D'ENGAGEMENT

Maître d'ouvrage : INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT

Adresse : Centre de recherche INRAE des Antilles-Guyane - Établissement public à caractère scientifique et technologique - Domaine Duclos – Prise d'eau - 97170 PETIT-BOURG

Représenté par : Monsieur le Président du Centre INRAE Antilles-Guyane

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique : Monsieur le Président du Centre INRAE Antilles-Guyane

Copie de l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Date Signature

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

Comptable assignataire : Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Antilles-Guyane

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissemments signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

Date de notification le :

☐ Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.

☒ Cette notification ne vaut pas ordre de commencer les prestations. Un ordre de service spécifique émis par le maître d'ouvrage précisera la date de commencement d'exécution.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)	4
ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UNE PERSONNE MORALE)	4
ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	7
2.1. Caractéristiques principales et conditions d'exécution	7
2.2. Intervenants.....	8
2.3. Mode d'attribution des travaux.....	8
2.4. Durée du marché.....	8
ARTICLE 3 - MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE – DELAIS D'EXECUTION	9
3.1. Domaine.....	9
3.2. Mission confiée au Maître d'œuvre	9
3.3. Etudes d'exécution.....	10
3.4. Délai d'établissement des documents à remettre par le maître d'œuvre et de remise de la proposition de réception du maître d'œuvre	10
ARTICLE 4 - MOA - ENGAGEMENT SUR LE COUT DES TRAVAUX	11
ARTICLE 5 - SEUILS DE TOLERANCE	11
ARTICLE 6 - MONTANT DES HONORAIRES	11
6.1. Montant forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre.....	11
6.2. Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire le cas échéant.....	14
6.3. Conséquence financière du non-affermissement d'une tranche optionnelle : application d'une indemnité de dédit.....	16
ARTICLE 7 - FORME DU PRIX	16
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 9 - AVANCE	17
ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES	17
10.1. Règlements.....	17
10.2. Délai de paiement.....	19
10.3. Retenue de garantie	19
ARTICLE 11 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	19
ARTICLE 12 - ACCEPTATION DE L'OFFRE	20

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE MAITRE D'ŒUVRE"

M..... agissant
en mon nom personnel,

domicilié à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

.....
.....;

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1^{er} sous-traitant</u>	<u>2^{ème} sous-traitant</u>	<u>3^{ème} sous-traitant</u>
Compagnie :
N° police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE MAITRE D'ŒUVRE"

M

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

.....
.....;

Forme de la société..... Capital

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :

• Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent l'offre pour laquelle j'interviens,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encours :

Compagnie :

N° Police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant

2^{ème} sous-traitant

3^{ème} sous-traitant

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

NOUS soussignés,

☐ cotraitants conjoints avec mandataire solidaire,

☐ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom "LE MAITRE D'OEUVRE" ou "le titulaire"

1^{er} cocontractant

(cas d'une personne morale)

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

- Immatriculée à l'INSEE :

• Numéro SIRET :

• Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

(cas d'une personne physique)

M..... agissant
en mon nom personnel,

domicilié à

.....

- Immatriculée à l'INSEE :

• Numéro SIRET :

- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

☐ La société (Cas de la personne morale) représentée par M.....

ou Monsieur (Cas de la personne physique), dûment mandaté à cet effet,

est le **mandataire du groupement conjoint, solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage,

☐ La société (Cas de la personne morale) représentée par M.....

ou Monsieur (Cas de la personne physique), dûment mandaté à cet effet,

est le **mandataire du groupement solidaire**.

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

.....
.....;

2^e cocontractant

- **(cas d'une personne morale)**

M agissant

au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

- **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant

en mon nom personnel,

domicilié à

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

3^e cocontractant

- **(cas d'une personne morale)**

M agissant

au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant
en mon nom personnel,
domicilié à

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :.....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent l'offre du groupement que nous avons constitué,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

1^{er} cocontractant

2^{ème} cocontractant

3^{ème} cocontractant

Compagnie : :

N° police :

.....
.....
.....
.....
.....

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurance garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant

2^{ème} sous-traitant

3^{ème} sous-traitant

Compagnie : :

N° police : :

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1. Caractéristiques principales et conditions d'exécution

Contrat de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du bâtiment Astro-Centre pour accueillir l'incubateur du CIAG.

Décomposition du marché en tranches

Le marché est découpé en une tranche ferme et une tranche optionnelle définie comme suit :

Tranche ferme :

- Missions DIAG / APS / APD / PRO portant sur l'ensemble du programme
- Missions ACT / VISA / DET / AOR / OPC / SSI portant sur les travaux prioritaires du programme ayant un budget de 250 000 €HT

Tranche optionnelle 1 : Missions ACT / VISA / DET / AOR / OPC / SSI portant sur la seconde phase de travaux qui permettra de compléter le programme de travaux prioritaires par les autres travaux prévus au programme.

Les travaux prioritaires étant la réalisation d'une toiture destinée à l'accueil d'une centrale photovoltaïque, des locaux annexes et le confortement structurel nécessaire à la tenue de la toiture.

2.2. Intervenants

Intervenant	Mission	Prestataire
Assistant à maîtrise d'ouvrage	EF et Programmation / Accompagnement à la mise en œuvre du projet	AMORCE / ICI 3E
Contrôleur technique	L / LP / PS / LE / SEI / STI / HAND	En cours de désignation
Coordonnateur SPS	L'opération relève de la catégorie 2, conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.	En cours de désignation

2.3. Mode d'attribution des travaux

L'attribution des travaux est prévue :

- ☐ en entreprise générale ou en groupement d'entreprises,
- ☐ par marchés séparés,
- ☒ reste à déterminer.

2.4. Durée du marché

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de 20 mois :

- ☐ à compter de la notification du marché
- ☒ à compter de la date fixée par l'OS qui prescrira de commencer les prestations

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des travaux réalisés dans les conditions fixées à l'article 12 du CCAP.

Le marché ne sera pas reconduit.

Les délais partiels d'exécution de la prestation sont définis à l'article 3.4 ci-dessous.

☒ Le marché est un marché à tranches

Les délais d'exécution de chacune des tranches sont fixés comme suit :

Tranche ferme : 8 mois à compter de la notification du marché ou de la date fixée dans l'OS de démarrage comme indiqué ci-dessus.

Tranche optionnelle 1 : 12 mois

Les délais d'exécution des tranches optionnelles partent à compter de la date fixée soit par la décision d'affermissement de chacune des tranches qui sera notifiée au titulaire, soit par l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de la tranche considérée si un tel ordre de service est prévu par la décision d'affermissement.

Délais limites d'affermissement des tranches optionnelles à compter de l'origine du délai contractuel de la tranche ferme ou date limite d'affermissement :

Tranche optionnelle 1 : 30 mois

Si la décision du maître d'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution de la tranche optionnelle ne lui est pas notifiée dans ce délai, ou le cas échéant postérieurement à ce délai, le titulaire peut mettre en demeure le maître d'ouvrage de décider d'affermir ou non la tranche optionnelle. En l'absence d'une décision du maître d'ouvrage notifiée au titulaire dans un délai de 15 jours de la réception de la notification de la demande, les parties sont déliées de toute obligation pour cette tranche sans préjudice de l'application des indemnités d'attente ou de dédit dans les conditions définies au présent marché le cas échéant.

Le cas échéant, dans ce délai, le maître d'ouvrage pourra proposer au titulaire le report de la date limite d'affermissement. Si le titulaire en est d'accord, un avenant fixera les modalités de ce report (nouveau délai d'affermissement, indemnisation éventuelle, nouvelle indemnisation d'attente ou de dédit, modifications affectant le cas échéant la durée d'exécution globale du marché).

En tout état de cause, à l'expiration du délai d'exécution global du marché, éventuellement prolongé, le maître d'ouvrage sera considéré comme ayant renoncé à l'exécution des tranches optionnelles non encore affermies.

Indemnité d'attente :

Il ne sera pas fait application d'une indemnité d'attente

ARTICLE 3 - MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE – DELAIS D'EXECUTION

3.1. Domaine

- | | |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Bâtiment | <input checked="" type="checkbox"/> Réhabilitation |
| <input type="checkbox"/> Infrastructure | <input type="checkbox"/> Neuf |

3.2. Mission confiée au Maître d'œuvre

Le contenu des éléments de mission confiés au titulaire est fixé au titre III du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique ainsi que dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Les missions confiées sont décomposées par tranche de la façon suivante :

Tranche ferme :

- Missions DIAG / APS / APD / PRO portant sur l'ensemble du programme
- Missions ACT / VISA / DET / AOR / OPC / SSI portant sur les travaux prioritaires du programme pour un budget de 250 000 €HT

Tranche optionnelle 1 : Missions ACT / VISA / DET / AOR / OPC / SSI portant sur la seconde phase de travaux qui permettra de compléter le programme de travaux prioritaires par les autres travaux prévus au programme.

Les travaux prioritaires étant la réalisation d'une toiture destinée à l'accueil d'une centrale photovoltaïque, des locaux annexes et le confortement structurel nécessaire à la tenue de la toiture.

Les éléments relevant de la MISSION DE BASE sont marqués d'un "*"

Missions	Tranche ferme	Tranche optionnelle 1
Etudes de diagnostic (DIAG)	X	
Etudes d'avant-projet sommaire * (APS)	X	
Etudes d'avant-projet définitif* (APD)	X	
Etudes de projet* (PRO)	X	
Assistance à la passation des contrats de travaux* (ACT)	X	X
Visa* (VISA)	X	X

Direction de l'exécution des travaux* (DET)	X	X
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement * (AOR)	X	X
Ordonnancement – Pilotage – Coordination (OPC)	X	X
Coordination en matière de Système Sécurité Incendie (SSI)	X	X

Toutes les fois que celle-ci s'impose, la mission de coordination en matière de Système Sécurité Incendie (SSI), telle que définie par les textes réglementaires et normes en vigueur, notamment les normes 61-931 à 61-939 et leurs normes associées, ainsi que leur guide d'utilisation référencé NF S 61-949, est intégrée dans la mission du maître d'œuvre.

Eléments de mission complémentaire : En cas de mission complémentaire, le titulaire sera informé par le maître d'ouvrage par Ordre de service ou acte modificatif.

3.3. Etudes d'exécution

Le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

Si l'entrepreneur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre et au visa du contrôle technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG travaux.

3.4. Délai d'établissement des documents à remettre par le maître d'œuvre et de remise de la proposition de réception du maître d'œuvre

Les délais stipulés ci-dessous sont fixés en semaines pour les documents d'études et en jours pour la remise de la proposition de réception du maître d'œuvre, sauf indication particulière précisées ci-dessous le cas échéant.

Documents à produire	Tranche Ferme	Tranche Conditionnelle 1
Diagnostic	....	....
APS - Etudes d'avant-projet sommaire	....	....
APD - Etudes d'avant-projet définitif	....	....
PRO - Etudes de projet	....	....
ACT Etablissement du dossier de consultation	....	....
Rapport d'analyse des offres		
Mise au point des contrats de travaux		
VISA (délai à compter de la date de transmission des plans par les entreprises)	15 jours	15 jours
AOR – Proposition de Réception (délai à compter de la date des OPR)	....	....
- PV de levée des réserves (délai à compter de sa date d'établissement)		

Le délai du premier élément de mission à réaliser court à compter de la date de commencement d'exécution fixée par ordre de service de démarrage comme indiqué ci-dessus.

Le point de départ des autres éléments de mission part à la date précisée dans l'ordre de service de démarrage de l'élément de mission concerné.

Pour les missions VISA, les délais courent à compter de la date de remise des documents par les entreprises.

ARTICLE 4 - MOA - ENGAGEMENT SUR LE COUT DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel n'est pas connu

Estimation des travaux fixée par le maître d'ouvrage est de (montant HT) : 1 500 000 € HT

L'article 10.1 du CCAP détermine l'engagement du maître d'œuvre au respect de cette estimation.

L'engagement du maître d'œuvre de respecter le coût prévisionnel des travaux sera arrêté à la remise de l'APD

ARTICLE 5 - SEUILS DE TOLERANCE

Les seuils de tolérance sont fixés aux articles 10.2 et 10.3 du CCAP.

ARTICLE 6 - MONTANT DES HONORAIRES

6.1. Montant forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre

6.1.1 - Le montant de la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre correspond au produit du taux provisoire de rémunération t par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage :

- taux provisoire de rémunération t : %

Ce taux provisoire de rémunération tient compte de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux.

- montant de l'enveloppe financière : 1 500 000 € HT

Montant de la rémunération en euros HT :

TVA au taux de% - Montant :

Montant exprimé en euros TTC :

Montant €TTC (en lettres)

Ce montant est:

☐ **définitif**

☒ **provisoire**

La rémunération définitive du maître d'œuvre sera arrêtée par voie d'avenant au plus tard au moment de l'engagement sur le coût des travaux, défini à l'article 4 ci-dessus.

6.1.2 - Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'approbation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'estimation du coût prévisionnel des travaux proposée par le Maître d'œuvre.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé ci-dessus par le montant du coût prévisionnel des travaux dans les conditions suivantes :

$$t' = t \cdot (1 - e)$$

avec :

- t = taux provisoire de rémunération
- t' = taux définitif de rémunération

- e = coefficient applicable en fonction de l'évolution des coûts prévisionnels ci-dessous arrêtés :

	Coefficient applicable
Si C=Co	Forfait définitif = Forfait provisoire
Si C est supérieur à C0 + 0% Et inférieur ou égal à C0 + 3%	e=0.03
Si C est supérieur à C0 + 3% Et inférieur ou égal à C0 + 5%	e=0.08
Si C est supérieur à C0 + 5% Et inférieur ou égal à C0 + 8%	e=0.12
Si C est supérieur à C0 + 8%	e=0.15

- Co=enveloppe financière
- C=coût prévisionnel

La différence en Co et C est effectuée à programme constant.

Cette modification du marché public interviendra en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

Lorsque la rémunération définitive du maître d'œuvre est arrêtée au stade des avants-projets, la négociation de l'avenant fixant la rémunération définitive intègre les conséquences liées aux évolutions éventuelles du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément à l'article L.2432-2 du code de la commande publique.

Rémunération au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle :

Le montant indiqué ci-dessus inclut la rémunération forfaitaire versée au maître d'œuvre au titre des droits de propriété intellectuelle, dont le montant est fixé à 10% du prix du marché hors taxe.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement de maîtrise d'œuvre, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les montants identifiés dans la répartition ci-dessous.

Cas d'un marché à tranches optionnelles :

La décomposition du prix par tranche est la suivante :

	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
Tranche ferme			
Tranche optionnelle 1			

Tranche ferme - en toutes lettres

. montant H.T. :

. au taux de T.V.A. de :% Montant :

. montant T.T.C. :

Tranche optionnelle I - en toutes lettres

. montant H.T. :

. au taux de T.V.A. de :% Montant :

. montant T.T.C. :

TOTAL GENERAL - en toutes lettres

. montant H.T. :

. au taux de T.V.A. de :%

Montant :

. montant T.T.C. :

Valorisation des prestations supplémentaires éventuelles :

(Le tableau ci-dessous doit être obligatoirement complété par les candidats)

Nature de la prestation supplémentaire éventuelle	MONTANT HT € (Préciser en + ou - value par rapport à la solution de base)	MONTANT TVA € (Précisez le taux)	MONTANT TTC €

Versement de la rémunération du mandataire du groupement :

☐ Au sein de la rémunération totale, la rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est fixée à

Cette clause est obligatoire si l'architecte est désigné mandataire du groupement conformément aux termes de la loi Warsmann du 22 mars 2012.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants.

☐ La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

6.2. Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire le cas échéant

Mission Bâtiment	Abréviation	%	Montant HT		Répartition entre cotraitants conjoints avec mandataire solidaire					
					Cotraitant 1		Cotraitant 2		Cotraitant 3	
			Partiel	Cumulé	%	Montant	%	Montant	%	Montant
TRANCHE FERME										
Etudes diagnostic	DIAG									
Etudes d'avant-projet sommaire	APS									
Etudes d'avant-projet définitif	APD									
Etudes de projet	PRO									
Assistance à la passation des contrats de travaux	ACT									
Visa :	VISA									
Direction de l'exécution des travaux	DET									
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR									
Ordonnancement – Pilotage - Coordination	OPC									
Coordination en matière de Système Sécurité Incendie	SSI									
TOTAL A										
Mission complémentaire : sans objet										
TOTAL B										
TOTAL TRANCHE FERME (A+B)										
Mission de coordination du mandataire (à renseigner en cohérence avec l'art. 6.1) = TOTAL C										
TOTAL (A+B+C)										

TRANCHE OPTIONNELLE 1										
Assistance à la passation des contrats de travaux	ACT									
Visa :	VISA									
Direction de l'exécution des travaux	DET									
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR									
Ordonnancement – Pilotage - Coordination	OPC									
Coordination en matière de Système Sécurité Incendie	SSI									
TOTAL A										
Mission de coordination du mandataire (à renseigner en cohérence avec l'art. 6.1) = TOTAL C										
TOTAL (A+C)										

En cas de non-affermissement d'une tranche optionnelle il ne sera pas fait application d'une indemnité de dédit.

Les conditions de variation de prix sont définies à l'article 4 du CCAP.

- Le titulaire :

- Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement et les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

Nature de la prestation (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C.
	TOTAL =	

(*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

Nature de la prestation (*) et cotraitant concerné	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation TTC
1 ^{er} cotraitant :
2 ^{ème} cotraitant :
3 ^{ème} cotraitant :
..... :

(*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

ARTICLE 9 - AVANCE

Le marché fait l'objet d'une avance

Le Titulaire unique,

ou le mandataire du groupement conjoint avec mandataire solidaire,

ou le mandataire du groupement solidaire sans répartition des paiements au nom du groupement,

..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

2^{ème} cotraitant, l'entreprise..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

3^{ème} cotraitant, l'entreprise..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES

10.1. Règlements

☐ Cas d'un titulaire unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par :

☐ chèque bancaire établi au nom du titulaire

☒ virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché par :

☐ chèque bancaire établi au nom du mandataire du groupement solidaire

☐ chèque bancaire établi au nom du groupement solidaire

☒ virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB). »

☒ virement sur un compte commun ouvert au nom du groupement solidaire (joindre un RIB)

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ **Cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché, selon la répartition définie à l'article 6.2 ci-dessus par :

- ☐ chèque bancaire établi au nom des membres du groupement conjoint
- ☒ virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

☐ **Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessous par :

- ☐ chèque bancaire établi au nom de chacun des membres du groupement solidaire
- ☒ virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRESTATIONS CONCERNEES PRIX TTC Préciser les tranches le cas échéant	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		

10.2. Délai de paiement

Le délai maximum de paiement des avances est de 30 jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- notification du marché,
- notification de l'acte qui emporte commencement du marché, si un tel acte est prévu (OS de démarrage),
- date de fourniture de la garantie le cas échéant

Le délai de paiement des acomptes est de 30 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le délai maximum de paiement du solde est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage correspond à la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 6.3 du CCAP.

10.3. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

ARTICLE 11 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire au maître d'ouvrage ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants à l'attribution du marché.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées au CCAP.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces entraînera le rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au maître d'ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

A noter : Le candidat procède à la signature de l'acte d'engagement au stade de la remise de son offre ou après attribution du marché selon les modalités prévues au règlement de la consultation.

Fait en un seul original

(En application de l'article 1375 du code civil, le contrat doit être établi en autant d'originaux que de parties)

A

le

Mention(s) manuscrite(s) "*Lu et approuvé*"

Signature(s) du (ou des) prestataire(s)

ARTICLE 12 - ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée.

Les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées

A Le

Le maître d'ouvrage

Signature :